

AFRIQUE

Au Tchad, les avions français frappent les rebelles

4 février 2019

Des Mirage 2000 français ont bombardé, dimanche dans le nord du Tchad, une colonne de pick-up d'un groupe armée rebelle descendant vers le sud en provenance de Libye. Ces frappes ont été effectuées en appui de l'armée tchadienne.

L'information a été rendue publique lundi par le ministère des Armées précisant que cette intervention a « permis d'entraver cette progression hostile et de disperser la colonne » qui « s'infiltrait profondément en territoire tchadien ».

Les rebelles visés étaient ceux de l'Union des forces de la résistance (UFR), ainsi que l'a confirmé leur porte-parole Youssouf Hamid, interrogé au téléphone par l'Agence France-Presse depuis Libreville. Il a déploré le « tournant dangereux » pris par la France en intervenant militairement dans les « affaires internes » du Tchad.

Source : Le Figaro

L'armée libyenne affronte toujours la rébellion tchadienne dans le sud

2 février 2019

L'opération militaire lancée, il y a plus de deux semaines, par l'Armée nationale libyenne (ANL) sous le commandement de Khalifa Haftar, dans le sud du pays, se poursuit. Après avoir sécurisé Sebha et ses environs, l'ANL continue sa progression vers d'autres localités.

Vendredi à l'aube, de violents combats ont opposés cette armée à des forces de la rébellion tchadienne à Ghodwa, à quelque 80 km de Sebha. L'ANL a perdu 3 soldats dont 2 officiers durant ces combats. Des pertes ont été enregistrées côté rébellion sans qu'on n'en connaisse le nombre exact.

Cette opération de l'ANL est menée en coordination avec le pouvoir tchadien, le porte-parole de l'ANL l'ayant répété à plusieurs reprises.

Les frontières libyennes au sud s'étendent sur 4389 km, dans le désert.

Elles sont communes avec l'Algérie, le Niger, le Tchad et le Soudan.

Depuis 2011, ces frontières sont devenues un passage ouvert aux crimes transfrontaliers, à toutes sortes de trafics et aux extrémistes de tous bords.

La rébellion tchadienne y a installé sa base arrière pour harceler les forces tchadiennes. La rébellion soudanaise possède aussi des camps dans cette vaste zone. L'insécurité dans le sud-libyen menace désormais la stabilité des pays voisins, comme l'Algérie, le Niger et le Tchad. Plusieurs attaques ont été menées dans ces pays au départ du territoire libyen.

L'ANL accuse le Tchadien Mohamad Hakimi de diriger cette force et d'être à la solde de Timan Erdimi, un rebelle tchadien vivant à Doha et qui serait financé par le Qatar, selon cette armée. Rappelons que le Tchad est allié à Israël, et que donc il est tout à fait logique que la rébellion soit soutenue par l'alliance ennemie d'Israël, à laquelle appartient le Qatar.

Si l'on en croit la presse israélienne, Tel-Aviv a répondu favorablement à la demande du président tchadien Idriss Deby, formulée en novembre dernier lors de sa visite officielle, d'une aide pour sécuriser la frontière du nord du Tchad avec la Libye.

Source : RFI

Egypte/parlement : projet d'amendements pour permettre à Sissi de se représenter

3 février 2019

Plus d'une centaine de députés égyptiens ont déposé un projet d'amendements constitutionnels pour permettre au président Abdel Fattah al-Sissi de se représenter à l'élection présidentielle au terme de son deuxième mandat, en 2022.

Le texte, déposé auprès du président de la Chambre des représentants Ali Abdel Aal, demande plusieurs modifications de la Constitution égyptienne, dont une portant sur la durée du mandat présidentiel, actuellement limité à deux fois quatre ans.

Les élus souhaitent étendre le mandat présidentiel à deux fois six ans.

Le président Sissi, ancien chef de l'armée, a été élu une première fois en 2014, après la destitution de son prédécesseur islamiste Mohamed Morsi l'année précédente. Il a été réélu en mars 2018 avec plus de 97% des voix.

La très grande majorité du Parlement actuel soutient le gouvernement de M. Sissi. Seul un groupe d'au moins une dizaine de parlementaires se présente comme étant d'opposition, mais leur poids n'est pas suffisant pour se faire entendre.

Source : AFP

Algérie : la coalition au pouvoir présente la candidature de Bouteflika au scrutin d'avril

3 février 2019

Les quatre partis de la coalition au pouvoir en Algérie ont apporté leur soutien officiel samedi à une candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat à l'occasion du scrutin d'avril, une démarche qui pourrait précéder une candidature personnelle du chef de l'Etat.

M. Bouteflika, 81 ans, est au pouvoir depuis 1999. Diminué par les séquelles d'un accident vasculaire cérébral (AVC) dont il a été victime en 2013, il se déplace en chaise roulante et ses apparitions publiques sont rares.

Pour le Premier ministre, l'état de santé de M. Bouteflika "n'empêche pas sa candidature (...), il a eu un AVC en avril 2013 et il a remporté la présidentielle en avril 2014 dans ce même état de santé". "Il est évident que M. Bouteflika n'animera pas sa campagne électorale" car sa santé ne le lui permet pas et il n'en a pas besoin "car le peuple le connaît désormais", selon M. Ouyahia.

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), un parti de l'opposition représenté au Parlement, a annoncé vendredi qu'il ne participerait pas à la présidentielle, affirmant son refus d'un éventuel nouveau mandat du chef de l'Etat.

Le plus ancien parti d'opposition en Algérie, le Front des forces socialistes (FFS), a déclaré qu'il ne présenterait pas de candidat et appelé les Algériens à "boycotter activement, massivement et pacifiquement" le scrutin.

Le général à la retraite Ali Ghediri, 64 ans, est le premier à s'être déclaré candidat depuis l'annonce officielle de la date du scrutin. Largement inconnu en Algérie jusqu'à ces dernières semaines et sans passé politique, il était responsable des ressources humaines au ministère de la Défense jusqu'à sa retraite en 2015.

Le Mouvement de la Société pour la Paix (MSP), principal parti islamiste, a annoncé la candidature de son chef, Abderrazak Makri, qui ne devrait pas trouver de difficulté à réunir les 600 signatures nécessaires pour officialiser sa candidature.

Source : AFP

Somalie : au moins 9 morts dans un attentat sur un marché de Mogadiscio

4 février 2019

Au moins 9 personnes ont été tuées lundi dans l'explosion d'une voiture piégée sur un marché très fréquenté du sud de la capitale somalienne Mogadiscio, régulièrement ciblée par les islamistes radicaux shebab. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué, mais les islamistes radicaux shebab, affiliés à Al-Qaïda, ont l'habitude de mener de telles opérations.

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides. Ils ont juré la perte du gouvernement, soutenu par la communauté internationale et par les 20.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom).

Source : AFP

Accord de paix entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés

3 février 2019

Le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés sont parvenus à un accord de paix, samedi, à l'issue de négociations menées au Soudan, ont annoncé les Nations unies.

Les termes de l'accord n'ont pas été dévoilés. D'autres ont déjà été conclus en 2014, 2015 et 2017, mais aucun n'a été respecté.

Les chefs des principaux mouvements liés aux ex-rebelles musulmans de la Séléka et aux milices chrétiennes et animistes anti-balaka, acteurs majeurs du conflit qui a éclaté en 2013, ont participé à ces pourparlers, entamés le 24 janvier à Khartoum sous l'égide de l'Union africaine.

La Centrafrique a basculé dans la violence en mars 2013 avec l'arrivée au pouvoir des rebelles musulmans de la Séléka et la contre-offensive des milices anti-balaka. L'intervention de la

France en décembre 2013, puis le déploiement des casques bleus de l'Onu ont permis d'enrayer le cycle des représailles, sans mettre fin au conflit, qui a fait plus d'un million de déplacés.

Source : Reuters

Le vice-président nigérian réchappe à un accident d'hélicoptère

2 février 2019

Le vice-président nigérian Yemi Osinbajo est sorti indemne samedi du crash de son hélicoptère à l'atterrissage à Kabba, dans le centre du pays, a annoncé son porte-parole. Yemi Osinbajo est en campagne dans l'Etat de Kogi, au sud de la capitale Abuja, en vue de l'élection présidentielle du 16 février qui verra le chef de l'Etat, Muhammadu Buhari, briguer un 2^e mandat.

Source : Reuters

ASIE

Kaboul dénonce une trahison à la veille d'une conférence à Moscou

4 février 2019

Les pourparlers entre représentants des taliban et de l'opposition afghane qui doivent s'ouvrir mardi à Moscou relèvent de la trahison des principes démocratiques et des intérêts de l'Afghanistan, a estimé un conseiller du président Ashraf Ghani.

La milice islamiste a également entamé des discussions avec l'émissaire américain Zalmay Khalilzad qui semblent fructueuses, mais refuse toute discussion avec le gouvernement afghan qu'elle juge à la solde des Etats-Unis.

Pour garantir la participation des islamistes, Moscou n'a invité aucun membre de l'administration afghane, a-t-on appris de sources russes, ce que Fazel Fazly, principal conseiller d'Ashraf Ghani, a regretté.

L'ancien président afghan Hamid Karzaï a confirmé sa présence aux pourparlers de Moscou. Les puissances occidentales craignent que ces discussions ne mettent péril celles que l'émissaire américain. Selon Zabihullah Mujahid, porte-parole des taliban, la conférence de Moscou a pour objectif "d'ouvrir la voie à un accord entre groupes politiques afghans non gouvernementaux".

Source : Reuters

Au Pakistan, les réseaux sociaux menacent l'impunité policière

4 février 2019

Sur la courte vidéo en ligne, devenue virale, on voit cinq policiers tirer des dizaines de balles, à bout pourtant, sur une petite voiture avant d'en extraire trois enfants en larmes. Au Pakistan, les réseaux sociaux menacent désormais l'impunité policière.

La dernière tuerie en date ressemble à des milliers de "rencontres homicides" recensées ces dernières années, au scénario souvent identique : d'après les forces de sécurité, des suspects sont interpellés, puis abattus parce qu'ils résistent. Ils sont ensuite identifiés comme des terroristes ou des criminels pour gonfler les statistiques.

A Sahiwal (est), trois enfants ont survécu le 19 janvier dernier. Mais ils ont vu les forces de l'ordre tuer en plein jour leurs parents, leur sœur aînée --jeune adolescente-- ainsi qu'un voisin. D'après les médias locaux, qui citent le rapport d'autopsie, les quatre corps ont été criblés de 34 balles.

"Mon père leur a dit de prendre notre argent et de ne pas tirer. Mais ils ont tiré", a raconté l'un des rescapés, Umair Khalil, 9 ans.

La police s'est d'abord défendue en affirmant que des terroristes en lien avec le groupe jihadiste Etat islamique étaient dans la voiture et qu'ils utilisaient la famille comme bouclier.

Mais cette version a été rapidement battue en brèche lorsque des vidéos de la "rencontre homicide", prises par plusieurs téléphones portables, ont été mises en ligne. Le témoignage du petit Umair a fait le tour des télévisions pakistanaises et des réseaux sociaux.

Alors que des manifestations agitaient la grande ville voisine de Lahore, le Premier ministre Imran Khan a promis "une punition exemplaire" pour "les coupables". Cinq policiers sont accusés de meurtre.

Sahiwal est le dernier incident à avoir démontré combien les smartphones ont changé la relations des Pakistanais avec le pouvoir. Durant la dernière campagne électorale, de nombreuses vidéos ont laissé voir la colère de simples citoyens face à leurs députés.

Hors du Pakistan, le mouvement Black lives matter s'est créé aux Etats-Unis après qu'une série de vidéos filmant les meurtres supposés de noirs américains par des policiers ont mis en évidence le profilage racial des forces de l'ordre dans ce pays. Certains services de police ont depuis lors équipé de caméras leurs agents en patrouille.

Sahiwal est survenu exactement un an après un événement similaire à Karachi, quand un jeune issu de l'ethnie pachtoune, star des réseaux sociaux, avait été assassiné puis qualifié de terroriste par la police.

Le Mouvement de protection des pachtoues (PTM), une organisation pacifique de défense des droits civiques, s'est créé après ce meurtre. Très actif en ligne, il publie régulièrement des vidéos de tous types, prises par des smartphones, pour mettre la pression sur les autorités.

Les rencontres homicides se poursuivent pourtant. "C'est une culture de la police au Pakistan de tuer des gens et de faire passer ça pour un échange de tirs", observe Mehdi Hasan, un cadre de la Commission pakistanaise des droits de l'homme, interrogé par l'AFP.

D'après cette commission, plus de 4.800 personnes ont été tuées de cette manière dans le pays ces trois dernières années. En mars 2018, un haut responsable de la police de Karachi, accusé d'avoir organisé des centaines de ces exécutions, a été arrêté.

Près de 1,9 million d'affaires sont en attente dans les tribunaux, a récemment fait savoir le nouveau président de la Cour suprême pakistanaise, Asif Saeed Khan Khosa, pour 3.000 juges en poste.

Source : AFP

Inondations en Australie : l'armée en renfort, des crocodiles en ville

4 février 2019

L'armée australienne a été déployée dans certaines zones du nord-est du pays en raison d'inondations exceptionnelles qui n'arrivent que "tous les cent ans", alors que des crocodiles ont été repérés dans des rues submergées.

Les militaires, qui ont distribué 70.000 sacs de sable, ont utilisé lundi des véhicules amphibies pour aller récupérer des habitants équipés de lampes frontales et perchés sur le toit de leur maison, alors qu'un déluge s'abattait sur l'Etat du Queensland.

Le nord tropical de l'immense île-continent est habitué en cette saison aux pluies de mousson. Mais les précipitations des derniers jours sont largement supérieures aux normales, notamment dans la ville côtière de Townsville.

Le Bureau australien de la météorologie a mis en garde dimanche contre de nouvelles pluies et le risque de tornades et de vents violents dans les jours à venir. Près de 20.000 habitations risquent d'être inondées si les pluies persistent, selon le Bureau.

Ecoles et tribunaux sont demeurés fermés lundi. Plus de 16.000 personnes sont sans courant, selon Emma Oliveri, porte-parole du groupe de distribution électrique Ergon Energy. La principale artère reliant le Nord de l'Australie au reste de la côte Est est également coupée, ce qui fait craindre des pénuries alimentaires.

Les supermarchés Woolworths ont "affrété deux avions charters pour acheminer 3.000 tonnes de produits frais et biens de première nécessité" à Cairns, la grande ville du nord, a indiqué Tina Anandji, une responsable du groupe.

Ailleurs en Australie, dans l'intérieur de l'est et le sud, le pays venait de connaître son mois de janvier le plus chaud jamais enregistré, qui a aggravé la sécheresse, et alimenté les feux de forêt. Les chaleurs brûlantes ne sont pas rares durant l'été austral. Mais d'après les experts, le changement climatique a provoqué la hausse des températures.

Source : AFP

Inde : scandale autour de la dissimulation des chiffres du chômage

4 février 2019

Dirigé par les nationalistes hindous, le gouvernement indien a été élu il y a cinq ans avec la promesse de créer 10 millions d'emplois. Pourtant, depuis deux ans, il n'autorise plus la publication des chiffres du chômage. Le directeur de la Commission publique des statistiques, en charge du rapport sur le chômage, a démissionné la semaine dernière pour protester.

Un quotidien vient de se procurer les statistiques cachées. Le résultat est alarmant. L'Inde ferait en fait face à sa pire période de chômage depuis 45 ans.

Le gouvernement indien ne voulait pas publier le rapport, explosif, sur le taux de chômage dans le pays.

Si l'on en croit les extraits de ce rapport public publiés la semaine dernière dans le quotidien *Business Standard*, le chômage a explosé pendant les 18 derniers mois pour atteindre 6,1% de la population active en 2018, contre 2,2% six ans auparavant.

La population rurale de moins de 30 ans a été frappée le plus durement. Pour eux, le chômage a triplé en six ans pour s'établir à 15,5%. Or les deux tiers de la population indienne ont moins de 30 ans et ces jeunes Indiens forment l'essentiel des actifs. Le gouvernement a donc tout fait pour empêcher la publication de ces chiffres à trois mois des élections législatives.

La démonétisation est désignée coupable n°1. En novembre 2016, le Premier ministre Narendra Modi a soudainement retiré de la circulation l'essentiel des billets de banque. Ce qui devait être

une opération coup de poing contre la fraude fiscale, s'est terminée en un fiasco et a paralysé l'économie indienne, qui fonctionne grâce à l'argent liquide.

Les agriculteurs ne pouvaient plus vendre leurs produits, les industries payer leurs sous-traitants, et les ouvriers des chantiers de construction n'ont pu être rémunérés. Ces catégories de la population ont été mises au chômage par cette démonétisation.

Source : RFI, avec le correspondant à New Delhi, Sébastien Farcis

Philippines : un chef du groupe islamiste Abou Sayaf se rend à la police

4 février 2019

Un chef du groupe Abou Sayaf, affilié au groupe Etat islamique, et 4 de ses combattants impliqués dans la double explosion qui a fait 23 morts dans une cathédrale du sud des Philippines, en janvier, se sont rendus ce week-end aux autorités. L'armée a tué 3 combattants présumés d'Abou Sayaf durant une offensive samedi, qui a fait 5 morts dans ses propres rangs.

Source : Reuters

En Thaïlande, afflux de candidats aux premières législatives depuis le coup d'Etat

4 février 2019

Les partis ont commencé lundi à enregistrer leurs candidats aux élections législatives du 24 mars en Thaïlande, les premières depuis le coup d'Etat militaire de mai 2014. "Les Thaïlandais attendent des élections depuis huit ans, ces élections devraient être libres et justes", a commenté Phumtham Wechayachai, du Pheu Thai, principal parti d'opposition.

"Le 24 mars, les Thaïlandais doivent s'exprimer afin de mettre fin au régime militaire", a déclaré le jeune millionnaire Thanathorn Juangroongruangkit, à la tête du nouveau parti d'opposition "Future Forward". Accusé d'avoir diffusé de fausses informations sur les réseaux sociaux en assurant que la junte tentait d'intimider ses rivaux, il a été inculpé en septembre.

Dès lundi, des centaines de candidats des divers partis sont venus s'enregistrer en personne dans un grand auditorium réquisitionné pour l'occasion. Parti démocratique du Siam, parti pour l'unité de la Thaïlande... : plusieurs dizaines de mouvements politiques nouvellement créés sont apparus ces derniers mois dont un certain nombre soutient la junte.

Depuis le coup d'Etat militaire 2014, la junte a tout fait pour repousser la tenue d'élections, de crainte que le Pheu Thai ne remporte le scrutin comme systématiquement par le passé, même si son fondateur Thaksin Shinawatra et sa soeur Yingluck, tous deux ex-Premiers ministres, vivent en exil pour échapper à des poursuites judiciaires.

"Le report incessant des élections est une manière de gagner du temps : pour la junte comme pour la monarchie, il s'agit de s'assurer d'un pouvoir suffisamment solide pour passer le test d'une élection qui promet d'être gagnée par le parti Pheu Thai", analyse Eugénie Mérieau, de l'université allemande de Göttingen, auteure d'"Idées Reçues sur la Thaïlande".

L'armée a aussi fait adopter en 2016 une Constitution très controversée, avec un Sénat nommé par les militaires qui aura son mot à dire sur la nomination du chef du gouvernement. L'opposition n'est pas dupe mais aucun parti n'a opté pour un boycott du scrutin.

Thanathorn Juangroongruangkit, un des rares à critiquer ouvertement le chef de la junte, veut "empêcher Prayut d'arriver au pouvoir", dénonçant les prétentions politiques du général Prayut qui n'est cependant pas encore officiellement candidat au poste de Premier ministre.

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

De la Syrie à l'Afghanistan, Trump martèle sa volonté de retrait

3 février 2019

Malgré les critiques des alliés des Etats-Unis et de son propre camp républicain, Donald Trump a confirmé vouloir retirer les troupes américaines de Syrie et d'Afghanistan, tout en restant très vague sur le calendrier et les modalités du départ.

Après plus de 17 années de guerre en Afghanistan, Washington a entamé l'été dernier des négociations directes avec les talibans.

Sans entrer dans les détails, Donald Trump a expliqué qu'il pourrait à terme ne laisser que des hommes "du renseignement" en Afghanistan.

Peu importe à ses yeux l'amendement voté à une large majorité par le Sénat américain, pourtant contrôlé par les républicains, qui le met en garde contre un "retrait précipité" d'Afghanistan et de Syrie qui mettrait "en danger" la sécurité nationale.

Le président a en effet également affirmé que les 2.000 soldats déployés en Syrie contre le groupe Etat islamique (EI) étaient "en train de commencer" à quitter le pays conformément à sa décision controversée annoncée en décembre.

"Dès que nous aurons reconquis ce qui reste du "califat", de leur territoire, ils vont rejoindre notre base en Irak, et enfin ils rentreront à la maison."

"Nous sommes actuellement à 99%" du territoire jadis contrôlé par l'EI récupéré, "nous allons bientôt annoncer 100% du califat", a dit Donald Trump.

Les alliés sont ébranlés par une décision qui complique leur position, à l'instar des Kurdes qui vont rester seuls face aux menaces d'offensive turque, ou de Paris confronté à un dilemme sur le sort des jihadistes français détenus sur place.

Alors que, selon le renseignement américain, l'EI compte encore des milliers de combattants, le président Trump a estimé qu'il y aurait "toujours des poches" de résistance.

"Mais on ne va pas garder des armées sur place à cause d'une poignée de personnes", a-t-il insisté.

Et "si nécessaire, nous reviendrons", "on peut revenir très rapidement". "Je ne pars pas, nous avons une base en Irak" d'où les Etats-Unis continueront à "frapper" les jihadistes tout en se retirant "lentement" de Syrie, a-t-il ajouté.

Evoquant la base aérienne américaine d'Al-Assad en Irak, où il s'est rendu durant les fêtes de Noël, Donald Trump a enfin expliqué vouloir "la garder" pour "être en mesure de surveiller l'Iran" voisin, bête noire des Etats-Unis.

Source : AFP

Traité INF : Moscou suspend à son tour sa participation et promet de nouveaux missiles

2 février 2019

La Russie a promis samedi de développer de nouveaux types de missiles et de suspendre à son tour sa participation à un important traité bilatéral de désarmement nucléaire, au lendemain de l'annonce par les Etats-Unis de leur retrait de cet accord crucial.

Les deux puissances s'accusent mutuellement de violer le traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF) signé à la fin de la Guerre froide, en 1987. Ce texte abolit l'usage - par eux seuls - des missiles terrestres d'une portée de 500 à 5.500 km.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a en plus évoqué vendredi l'avenir du traité START de réduction des arsenaux nucléaires, qui arrive à échéance dans deux ans : "Il peut simplement expirer le 5 février 2021 sans être prolongé".

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a de son côté annoncé sur Twitter que des fonds seraient alloués au "financement de la recherche et du développement de nouveaux types d'armements".

Vladimir Poutine avait déjà menacé de donner son feu vert au développement de nouveaux missiles de portée intermédiaire si les Américains renonçaient au traité INF. Il avait également évoqué l'adaptation d'engins similaires jusqu'alors déployés en mer ou dans les airs - non interdits par le traité - pour pouvoir être tirés à partir du sol.

Côté américain, cette décision ouvre également la voie à la modernisation de l'arsenal, comme la mise au point d'un missile nucléaire de faible puissance ou d'un missile de croisière qui violerait le traité INF, deux armements mentionnés dans la nouvelle posture nucléaire américaine rendue publique en 2018.

Le ministère russe de la Défense a accusé samedi les Etats-Unis d'avoir pris la décision d'abandonner cet accord dès 2017 en lançant "les préparatifs" pour produire de nouveaux missiles.

Fin 2018, le président russe avait suggéré d'associer de nouveaux Etats au traité INF, tels que la Chine, qui dispose de missiles proscrits pour ses signataires.

Washington avait donné en décembre à la Russie 60 jours, jusqu'au 2 février, pour démanteler ses nouveaux missiles violant l'accord aux yeux des Américains et de l'Otan.

La Russie avait pour sa part rejeté ces accusations "sans fondement", reprochant en retour à Washington de ne pas se conformer au traité.

Des discussions ces deux derniers mois n'ont abouti à aucun progrès et peu d'observateurs envisagent une percée d'ici au retrait définitif de Washington, début août.

Source : AFP

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Dans l'est syrien, des Yazidies rescapées de l'enfer de l'EI

4 février 2019

Dans l'est syrien, parmi ceux qui fuient le "califat" en lambeaux du groupe jihadiste Etat islamique (EI) figurent des victimes de leurs pires atrocités : des femmes de la minorité yazidie, réduites à l'état d'esclaves sexuelles.

"On faisait tout ce qu'ils réclamaient", lâche à voix basse Bessa Hamad, une Yazidie irakienne qui a finalement pu fuir l'ultime réduit jihadiste dans la province de Deir Ezzor. "Achetée et revendue" à six reprises par des hommes de l'EI, cinq années durant elle sera transférée d'une région à l'autre à mesure que les jihadistes battaient en retraite face aux offensives.

Ces derniers jours, une journaliste de l'AFP a rencontré 7 Yazidies, prises en charge après leur fuite par les Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance arabo-kurde soutenue par Washington qui mène l'assaut contre l'EI dans l'est syrien.

Les témoignages recueillis rappellent les exactions subies par des milliers de femmes et de filles de cette communauté kurdophone principalement implantée en Irak et adepte d'une religion ésotérique monothéiste. En raison des sévices subis, les Yazidies reçoivent une attention particulière, dans un centre des FDS à Deir Ezzor, près du champ pétrolier al-Omar.

Principalement implantée dans le nord de l'Irak, la minorité yazidie a été persécutée des siècles durant en raison de ses croyances religieuses.

Des femmes de la minorité sont toujours présentes dans le dernier réduit de l'EI, certaines étant mariées de force à des combattants de l'EI et qui ont aujourd'hui des enfants.

Source : AFP

Syrie : dans l'ultime réduit de l'EI, le recours jihadiste aux "boucliers humains"

3 février 2019

Sur un toit près de la ligne de front dans l'est de la Syrie, un combattant et ses camarades des forces kurdo-arabes sirotent leur thé dans l'attente de l'assaut final contre l'ultime poche du groupe Etat islamique (EI).

Après avoir conquis la grande majorité du dernier réduit de l'organisation jihadiste dans la province de Deir Ezzor, non loin de la frontière irakienne, les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, ont suspendu il y a une semaine leur offensive.

Et pour cause : dos au mur, les derniers jihadistes ont de plus en plus recours aux civils comme boucliers humains. Au cours des dernières semaines écoulées, alors que les FDS, appuyées par l'aviation de la coalition internationale, intensifiaient leur offensive, des milliers de civils ont pu s'échapper de la poche assiégée.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), plus de 36.000 personnes, principalement des femmes et des enfants de familles de jihadistes, ont ainsi quitté les lieux

depuis décembre. Parmi eux, quelque 3.100 combattants de l'EI ont rendu les armes, au contraire des plus déterminés.

Mais, après avoir largement progressé, les FDS ont d'abord ralenti la cadence des combats au sol avant d'y mettre provisoirement fin.

Car, selon leurs combattants, malgré le flux des dernières semaines, beaucoup de civils et de jihadistes étrangers se trouvent encore dans la zone assiégée.

Le porte-parole de la campagne menée par les FDS à Deir Ezzor, Adnane Afrine, répète que cet arrêt temporaire de l'offensive vise à protéger les civils "utilisés comme boucliers humains". "Ils les mettent sur les lignes de front", affirme à l'AFP ce responsable, selon qui femmes et enfants sont contraints de rester auprès de combattants.

Depuis la proclamation de son "califat" en 2014, le groupe jihadiste a déjà été accusé à de multiples reprises d'avoir recours aux civils pour ralentir la progression de ses ennemis. Dans leur dernière poche de l'est syrien, réduite comme peau de chagrin, les jihadistes ont aussi laissé derrière eux des champs de mines pour piéger les FDS et empêcher les civils de s'échapper.

Mais l'alliance kurdo-arabe veut contourner cette tactique en ouvrant de nouveaux "corridors sécurisés", avance M. Afrine.

La bataille s'achèvera alors par des moyens militaires, clame le porte-parole. "Nous ne négocierons pas avec des terroristes".

Source : AFP

L'armée syrienne visée par un raid de la coalition, selon Sana

3 février 2019

Des avions de la coalition sous commandement américain ont bombardé samedi une position de l'armée syrienne proche de la dernière poche de résistance des djihadistes de l'Etat islamique à l'est de l'Euphrate, rapporte l'agence de presse officielle Sana, qui fait état de 2 militaires blessés.

Source : Reuters

Lourdes peines de prison pour deux ex-députées kurdes en Turquie

2 février 2019

Deux ex-députées kurdes de Turquie ont été condamnées à de lourdes peines de prison par la justice turque pour appartenance à une organisation terroriste et propagande terroriste, rapporte samedi l'agence de presse turque DHA.

Gultan Kisanak, arrêtée en 2016 alors qu'elle exerçait de hautes responsabilités à la mairie de Diyarbakir dans le sud-est de la Turquie, écope d'une peine de 14 ans et trois mois de prison. Sebahat Tuncel est condamnée pour sa part à 15 ans de réclusion, ajoute l'agence. En grève de la faim depuis trois semaines, elle n'a pas assisté à l'audience.

Kisanak, en détention depuis octobre 2016, était accusée d'avoir prononcé des discours en soutien au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation qui mène depuis 1984 une insurrection contre le pouvoir turc. La Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis considèrent cette organisation comme "terroriste".

Source : Reuters

L'Iran annonce avoir testé avec succès un missile de croisière

2 février 2019

L'Iran a testé samedi avec "succès" un missile de croisière d'une portée supérieure à 1.350 km, une annonce coïncidant avec le 40^e anniversaire de la Révolution islamique. Ce nouveau test intervient alors que les Etats-Unis plaident pour une interdiction des tirs de missiles et de fusées spatiales par l'Iran, qui menacent selon Washington la sécurité du Moyen-Orient.

Selon un rapport publié en 2017 par l'Institut international des études stratégiques (IISS) de Londres, l'Iran développe une douzaine de types de missiles d'une portée de 200 à 2.000 km et pouvant emporter des charges de 450 à 1.200 kg.

Ces programmes inquiètent les Occidentaux, qui accusent l'Iran de vouloir augmenter la portée de ses missiles et de déstabiliser Israël, ennemi juré de Téhéran. Certains officiers généraux iraniens affirment régulièrement souhaiter la destruction de l'Etat hébreu. L'Iran nie ces accusations et répète que ses programmes de missiles sont une question de sécurité nationale.

Aux termes de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Iran ne doit mener "aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des charges nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques".

Occidentaux et Iraniens interprètent différemment ce paragraphe.

En décembre, les Etats-Unis avaient exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures punitives contre l'Iran pour limiter son programme de missiles balistiques, mais la Russie ou la France avaient plutôt insisté en faveur de l'instauration d'un "dialogue" avec Téhéran.

Washington a fait de l'Iran son ennemi numéro un et a adopté des sanctions économiques draconiennes après s'être retiré en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien jugé trop laxiste par Donald Trump.

Source : AFP

Base attaquée dans le sud-est de l'Iran, un tué, 5 blessés

2 février 2019

Une base de la force paramilitaire des Bassidjis a été la cible d'une attaque à caractère "terroriste" samedi dans le sud-est de l'Iran, qui a fait 1 mort et 5 blessés, alors que le pays a entrepris de fêter le 40^e anniversaire de la Révolution islamique, ont rapporté des médias iraniens.

L'attaque est survenue dans la ville de Nik Shahr dans la province de Sistan-et-Baloutchistan, en proie de longue date à des troubles du fait de réseaux de narco-trafiquants et d'insurgés sunnites.

L'agence de presse iranienne Tasnim rapporte que l'organisation sunnite Jaish al-Adl a revendiqué l'attaque. Mardi, Jaish al-Adl (Armée de la justice) avait revendiqué deux attentats à la bombe qui avaient fait 3 blessés légers parmi les forces de police devant un commissariat de Zahedan, chef-lieu de la province de Sistan-et-Baloutchistan.

Source : Reuters

Pour les femmes en Iran, occasions nouvelles et vieux obstacles

4 février 2019

Quarante ans après la victoire de la révolution de 1979 et l'avènement de la République islamique, la question du statut de la femme en Iran est un bon révélateur des paradoxes de la société iranienne.

La loi confère aux femmes un statut légal inférieur aux hommes. Dans de nombreux cas, les femmes doivent obtenir l'autorisation d'un père ou d'un frère pour sortir du pays. Au tribunal, leur parole vaut la moitié de celle d'un homme et, pour un héritage, une femme obtiendra deux fois moins que son frère. Et la loi impose le port du voile dans l'espace public.

Mais la République islamique a aussi œuvré énormément pour l'instruction des femmes, facteur d'émancipation.

Les universités iraniennes comptent aujourd'hui plus d'étudiantes que d'étudiants, et l'accès des femmes à l'enseignement supérieur, leur offre de nouvelles perspectives.

Pour Sara, une étudiante en archéologie de 26 ans, être une femme en Iran, c'est encore "croire que vous devez avoir des enfants, que vous devez être pudique".

"La possibilité d'être indépendante ou perçue comme une personne dotée d'un caractère propre, ce sont des choses que vous pouvez à peine imaginer", dit-elle.

"Les archéologues hommes préfèrent ne pas travailler avec des femmes, même si celles-ci sont compétentes. Ils disent que cela n'apporte que des ennuis", et "dès qu'une femme réussit, on lui met un maximum de bâtons dans les roues", ajoute l'étudiante. "Toutes les femmes ne sont pas capables de batailler ferme contre cela".

Pour les autorités, la loi imposant le port du voile est conçue pour protéger les femmes.

En 2018, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique, opposait ainsi la chasteté de la femme musulmane à la "nudité" caractéristique, selon lui, de la femme occidentale, "symbole de consommation" et "objet d'excitation sexuelle pour les hommes".

Il reste que les normes vestimentaires ont considérablement changé. Il est commun aujourd'hui de croiser à Téhéran des femmes vêtues d'un jean moulant et portant lâchement un voile coloré. Et on voit désormais rarement la police des mœurs patrouiller dans les rues, forcer des femmes à remonter leur voile ou faire irruption dans des cafés pour séparer les couples non mariés.

Mais la ligne rouge reste la remise en question publique de l'obligation de porter le voile : début 2018, quelques dizaines de femmes ont été arrêtées pour avoir défié cette règle, et Nasrine Sotoudeh, célèbre avocate des droits humains a été emprisonnée après en avoir défendu certaines.

Mais en matière de mœurs, "la situation n'a rien à voir", avec ce qu'elle était dans les années ayant suivi la révolution, selon une journaliste à Téhéran. Réélu en 2017 sur programme promettant une amélioration des droits civiques, le président Hassan Rohani, qui fait figure de modéré, a été largement critiqué pour n'avoir nommé aucune femme ministre.

"Il y a un plafond de verre, et cela perdure", estime la journaliste Férechté Sadéghi. "Une fois au pouvoir, il semble que Rohani n'ait pas voulu se brouiller avec les ayatollahs, et il a fait machine arrière. Les femmes obtiennent leurs droits peu à peu, mais pour l'instant, il n'y a pas de mouvement féministe" en Iran.

Source : AFP

Trump n'a pas demandé à "surveiller l'Iran", souligne Bagdad

4 février 2019

Donald Trump n'a pas demandé à Bagdad d'autoriser les forces américaines à "surveiller l'Iran", a déclaré lundi le président irakien Barham Salih. Le président des Etats-Unis avait dit la veille, dans un entretien accordé à CBS, qu'il souhaitait conserver une base américaine en Irak pour "observer un peu l'Iran, parce que l'Iran est un réel problème".

Les troupes américaines, a souligné Barham Salih, sont présentes dans le cadre d'un accord bilatéral et leur mission consiste à lutter contre le terrorisme. "Ne surchargez pas l'Irak avec vos propres problèmes (...) (...) Ne privilégiez pas vos propres priorités politiques. C'est nous qui vivons ici." "Il est fondamental pour l'Irak d'entretenir de bonnes relations avec l'Iran".

Source : Reuters

Israël renforce la barrière qui le sépare de la bande de Gaza

3 février 2019

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé dimanche qu'Israël avait entamé les travaux pour construire une barrière de six mètres de haut qui s'étalera sur 65 kilomètres entre son territoire et la bande de Gaza.

"La barrière empêchera les terroristes de Gaza de pénétrer sur notre territoire", a-t-il justifié. La barrière rejoindra un mur fortifié dans la mer afin d'empêcher des intrusions en Israël depuis Gaza par la Méditerranée.

Israël et le Hamas, mouvement islamiste qui contrôle la bande de Gaza, se sont déjà livré trois guerres depuis 2008. En 2014, l'armée israélienne avait tué quatre militants du Hamas qui avaient réussi à rentrer en Israël par la mer.

Depuis bientôt un an, les Palestiniens de Gaza manifestent le long de la barrière qui les séparent d'Israël afin de protester contre le strict blocus imposé par Israël qui étouffe l'enclave depuis plus de dix ans.

Ils demandent également le droit au retour sur les terres quittées lors de la création d'Israël en 1948. Au moins 246 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens depuis cette date, la grande majorité le long de la frontière, lourdement gardées par l'armée israélienne, et un certain nombre sous des frappes israéliennes en représailles à des actes hostiles en provenance de l'enclave.

Deux soldats israéliens ont été tués depuis cette date.

Israël accuse le mouvement islamiste Hamas, au pouvoir à Gaza, d'instrumentaliser la protestation et assure ne faire que défendre sa frontière.

Source : AFP

Israël : Netanyahu pose avec Trump sur des affiches électorales

3 février 2019

D'immenses affiches électorales montrant le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en campagne pour sa réélection lors des législatives d'avril, en train de serrer la main du président américain Donald Trump, ont été installées dans plusieurs villes israéliennes, a constaté un photographe de l'AFP.

Le Premier ministre israélien, qui se dit proche de Donald Trump, a déjà mentionné à plusieurs reprises le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem en mai 2018 pour vanter ses capacités d'influence sur l'administration américaine.

M. Trump avait annoncé en décembre 2017 la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, une décision qui a ravi les Israéliens mais suscité la colère des Palestiniens et la réprobation de la communauté internationale.

Les Palestiniens revendiquent Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville conquise en 1967 puis annexée par Israël, comme la capitale de l'Etat auquel ils aspirent. Israël proclame tout Jérusalem sa capitale "éternelle et indivisible". La communauté internationale juge l'annexion illégale et voit en Jérusalem-Est un territoire occupé.

Le transfert de l'ambassade américaine a coïncidé avec un bain de sang dans la bande de Gaza, théâtre de violents affrontements entre Palestiniens et soldats israéliens le long de la barrière frontalière. Au moins 62 Palestiniens avaient été tués ce jour-là par des tirs israéliens.

Au pouvoir depuis près de dix ans, M. Netanyahu est selon les sondages le mieux placé pour former une coalition gouvernementale après les législatives anticipées du 9 avril.

Mais le Premier ministre est aussi concerné par plusieurs affaires de corruption présumée.

L'une des grandes inconnues de la campagne concerne l'impact que pourrait avoir sur l'électorat une possible annonce par le procureur général de son intention d'entendre M. Netanyahu préalablement à son inculpation.

Une telle annonce pourrait intervenir en février, selon la presse israélienne.

Source : AFP

Des délégations du Hamas et du Jihad islamique reçues au Caire

3 février 2019

Des délégations du Hamas et du Jihad islamique sont arrivées au Caire pour des entretiens avec les services de sécurité égyptiens, qui cherchent à sauver le processus de réconciliation palestinien et à désamorcer les tensions avec Israël, a-t-on appris dimanche de sources officielles.

"Le Caire, dont c'est l'intérêt, cherche à éviter une nouvelle guerre dans la bande de Gaza et à améliorer les conditions de vie de ses habitants", a déclaré un responsable palestinien ayant requis l'anonymat.

Les relations entre le Hamas, qui administre l'enclave depuis juin 2007, et l'Autorité palestinienne se sont détériorées le mois dernier lorsque la seconde a ordonné à ses hommes de quitter le point de passage de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Egypte.

L'Egypte, qui coordonnait les opérations avec l'Autorité palestinienne depuis un an, a ensuite ordonné la fermeture du terminal.

Selon des responsables palestiniens, il a rouvert partiellement cette semaine dans le cadre d'une coopération entre les autorités égyptiennes et le Hamas, ce que Le Caire n'a pas confirmé.

Un accord de réconciliation et de partage du pouvoir conclu il y a deux ans sous l'égide de l'Egypte était censé permettre à l'Autorité palestinienne de reprendre le contrôle de la bande de Gaza et des points de passage vers l'Egypte et Israël, mais des divergences sur les modalités d'application et la politique à l'égard de l'Etat hébreu ont empêché sa mise en œuvre.

Le Premier ministre palestinien Rami al Hamdallah a présenté mardi sa démission et celle du gouvernement d'union nationale, formé en 2014 dans le cadre de cet accord de réconciliation avec le Hamas.

Source : Reuters

AMERIQUES

Plusieurs pays européens reconnaissent Guaido comme président du Venezuela

4 février 2019

Plusieurs pays de l'Union européenne ont reconnu lundi le président de l'Assemblée vénézuélienne Juan Guaido en tant que chef de l'Etat par intérim.

Le socialiste Nicolas Maduro, réélu à la tête de l'Etat en mai dernier a en effet rejeté l'ultimatum que lui avaient fixé ces pays de l'UE, écartant l'hypothèse d'un nouveau scrutin présidentiel.

Juan Guaido, chef de file de l'opposition, s'est autoproclamé chef d'Etat par intérim le 23 janvier. Sur Twitter, le président français Emmanuel Macron a annoncé que la France reconnaissait Juan Guaido comme "président en charge" pour mettre en œuvre un processus électoral.

Le Kremlin a dénoncé l'initiative des pays européens comme une ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Venezuela.

Dans un entretien accordé à la chaîne espagnole Antena 3, enregistré la semaine dernière et diffusé dimanche, Nicolas Maduro a déclaré ne "pas se préoccuper de ce que dit l'Europe".

Donald Trump, qui a reconnu dès le mois dernier Juan Guaido comme président, a dit ne pas exclure l'envoi de troupes américaines au Venezuela. "C'est certainement une option", a-t-il dit dimanche à CBS.

La Russie, la Chine et la Turquie continuent à soutenir le dirigeant socialiste, qui bénéficie toujours de l'appui, primordial, des forces armées vénézuéliennes.

Moscou, important bailleur de fonds du Venezuela ces dernières années, a appelé dimanche à la retenue.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi dans tout le Venezuela pour réclamer le départ de Maduro, dont le second mandat a débuté le 10 janvier après sa réélection contestée de l'an dernier.

Le général d'armée de l'air Francisco Yanez a dans une vidéo appelé les militaires à faire défection mais, pour l'heure, aucun signe ne laisse penser que son appel ait été suivi d'effets.

Depuis plusieurs jours, Nicolas Maduro supervise régulièrement des exercices militaires afin de montrer qu'il a le soutien de l'armée et qu'elle est prête à défendre le pays.

Source : Reuters

Salvador : Nayib Bukele l'anti-système remporte la présidence ; sa priorité : lutter contre les gangs et la misère

4 février 2019

Nayib Bukele, 37 ans, l'enfant terrible de la politique salvadorienne a remporté dimanche dès le premier tour avec plus de 53% des voix l'élection à la présidence du plus petit, mais plus densément peuplé, pays d'Amérique centrale.

"Nous pouvons annoncer maintenant de manière que nous avons gagné la présidence de la République du Salvador", a déclaré l'ancien maire de San Salvador devant ses partisans réunis

dans un hôtel de la capitale. La victoire du candidat du parti conservateur Grande alliance pour l'unité (Gana) a été reconnue dans la foulée par ses deux principaux adversaires.

Le sixième président salvadorien depuis la fin, en 1992, de la guerre civile qui avait ensanglanté le pays pendant une douzaine d'années, s'est donné pour mission de rompre avec la double malédiction de la violence des gangs criminels et de la misère.

Le mandat présidentiel de cinq ans est non renouvelable, et la majorité parlementaire est détenue par le parti de droite Arena, au moins jusqu'aux prochaines élections législatives en 2021.

Un peu plus de 5,2 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour un scrutin qui s'est déroulé dans le calme et dans l'ambiance de fête habituelle dans de telles circonstances au Salvador.

Elu maire de San Salvador (2015-2018) sous la bannière du FMLN avant d'en être exclu en 2017, Nayib Bukele cultive sa proximité avec la frange la plus jeune de l'électorat. Son premier défi à relever est celui de la violence des bandes criminelles, responsables de la quasi-totalité des 3.340 meurtres qui ont ensanglanté l'année dernière le Salvador.

Avec un taux de 51 homicides pour 100.000 habitants, c'est l'un des pays les plus violents du monde en dehors des zones de guerre. Quelque 54.000 membres des deux "maras" (gangs) toujours en activité (17.000 sont derrière les barreaux) font régner la terreur au Salvador en se livrant au racket, au trafic de drogue et aux assassinats.

Les différents gouvernements de gauche et de droite ont joué tour à tour de la répression et de la négociation avec les bandes criminelles, sans pouvoir en finir avec elles. Cette violence endémique et la misère poussent chaque année des milliers de Salvadoriens à fuir leur pays.

Ils ont été ainsi plus de 3.000 à prendre la route en "caravane" vers le rêve américain en octobre et novembre 2018, au grand dam du président Donald Trump. L'économie désormais dollarisée marque le pas et 30,3% des 6,6 millions de Salvadoriens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Source : AFP

Le Pentagone démultiplie les déploiements à la frontière USA-Mexique

4 février 2019

Les Etats-Unis vont envoyer 3.750 soldats de plus à la frontière avec le Mexique pour combattre l'immigration clandestine, a annoncé dimanche le Pentagone.

Les effectifs seront ainsi portés à 4.350 hommes, contre 600 jusque-là.

Ce déploiement est prévu pour trois mois.

Le président Donald Trump a donné jusqu'au 15 février au Congrès pour se mettre d'accord sur le financement d'un mur anti-immigration qu'il veut faire ériger à cette frontière.

D'après lui, les portions de ce mur déjà bâties doivent être prolongées pour arrêter ce qu'il décrit comme une invasion de criminels venus d'Amérique latine.

"Avec les caravanes qui marchent à travers le Mexique en direction de notre pays, les républicains doivent être prêts à faire tout ce qui sera nécessaire pour une sécurité SOLIDE à la frontière", a écrit sur Twitter le président. "Les démocrates ne font rien. S'il n'y a pas de mur, il n'y a pas de sécurité. Trafic d'êtres humains, drogues et criminels : ELOIGNEZ-VOUS !".

Ses adversaires démocrates, qui ont pris en novembre la majorité à la Chambre des représentants, rejettent fermement ce projet qu'ils dénoncent comme inhumain et dispendieux. Ce différend autour du mur a provoqué le "shutdown" (fermeture d'administrations fédérales privées de budget) le plus long de l'histoire américaine, avec 35 jours jusqu'au 25 janvier.

Source : AFP

Mexique : des femmes manifestent contre les tentatives d'enlèvement dans le métro

3 février 2019

Des milliers de femmes ont manifesté samedi à Mexico pour protester contre une vague de tentatives d'enlèvement dans le métro et pour demander au président Andrés Manuel López Obrador d'intervenir.

Sur le parcours, entre le touristique Paseo de la Reforma et la place centrale du Zocalo, les manifestantes ont fait deux arrêts pour observer une minute de silence, le poing levé, en mémoire des femmes assassinées ou portées disparues dans le pays.

Ces dernières semaines se sont multipliées les plaintes dénonçant des tentatives d'enlèvement de femmes de la part d'hommes qui les accostent et essaient de les faire monter dans des véhicules. Lorsque les femmes tentent de se défaire de leurs agresseurs, ce que beaucoup ont réussi à faire, ces hommes font croire qu'il ne s'agit que d'une scène de ménage.

Les féminicides ont augmenté ces dernières années. Selon l'ONU, une moyenne de 9 femmes sont assassinées chaque jour, de tous âges.

Six femmes sur dix ont déjà souffert d'agression, souvent dans les transports publics.

Source : AFP

Colombie : le chef d'un groupe dissident des Farc tué, dit le président

3 février 2019

Le chef d'un groupe de rebelles dissidents des Farc, qui ont refusé la démobilisation dans le cadre de l'accord de paix de 2016, a été tué samedi lors d'une opération des forces de sécurité, a annoncé le président colombien Ivan Duque.

"Un criminel connu sous le nom de guerre de Rodrigo Cadete, l'une des figures du terrorisme les plus craintes du pays, a été neutralisé", a-t-il déclaré.

D'après le ministre de la Défense, 9 autres rebelles ont été tués lors de cette opération et plusieurs autres capturés.

Quelque 13.000 membres des Farc ont renoncé à la violence dans le cadre de l'accord de paix de 2016, qui a mis fin à cinq décennies de guerre. Les Farc se sont transformés en parti politique. Cependant environ 1.800 combattants ont refusé de déposer les armes, et ont fondé de nouveaux groupes qui se consacrent le plus souvent au trafic de drogue et à l'extraction minière illégale.

Source : Reuters

La Colombie renforce la lutte contre l'ELN, offre d'importantes récompenses

1^{er} février 2019

Le gouvernement a renforcé les poursuites contre l'ELN, offrant des récompenses allant jusqu'à 1,3 million de dollars, pour toute information permettant de localiser les chefs de cette guérilla, qui a revendiqué l'attentat ayant fait 21 morts en janvier. Avec encore 1.800 combattants armés et un important réseau, l'ELN opère dans une douzaine des 32 départements colombiens.

Considérée comme la dernière guérilla de Colombie, l'Armée de libération nationale (ELN) est devenue l'ennemi n°1 des autorités depuis cet attentat à la voiture piégée du 17 janvier contre l'école de la police à Bogota. L'ELN a revendiqué cet attentat comme une "opération licite" dans le cadre de la "guerre" qu'elle livre contre l'Etat depuis 1964.

En réaction, le président de droite Ivan Duque a mis fin aux pourparlers de paix, initiés par son prédécesseur Juan Manuel Santos en 2017, et fait pression sur le gouvernement cubain afin qu'il livre les négociateurs de la guérilla. Plusieurs commandants de la rébellion se cachent aussi au Venezuela voisin, selon les renseignements militaires.

Le gouvernement colombien a redoublé son offensive contre l'ELN en pleine vague d'assassinats de défenseurs des droits humains et leaders communautaires dans lesquels, selon le Parquet, la guérilla est impliquée, de même que des dissidents de l'ex-guérilla Farc et des groupes de narco-trafiquants.

Au cours de l'année écoulée, 247 de ces leaders et militants ont été assassinés, selon le Défenseur du peuple, entité publique chargée de la protection des droits humains.

Le gouvernement offre également des récompenses pour localiser les dirigeants d'autres groupes armés, qui tentent de prendre le contrôle des anciens fiefs des Farc.

Source : AFP

Corruption en Haïti : le pavé dans la mare de la Cour des comptes

4 février 2019

Régulièrement dénoncée dans la rue, la corruption en Haïti a probablement atteint son sommet au cours de la décennie écoulée avec l'affaire Petrocaribe, décortiquée dans un rapport édifiant de la Cour supérieure des comptes.

Cet audit sur la gestion de fonds prêtés à Haïti par le Venezuela dans le cadre d'un mécanisme de livraison de pétrole à conditions préférentielles révèle une gestion calamiteuse, sinon même la corruption des élites aux dépens des habitants du pays le plus pauvre des Amériques.

La perception de la corruption en Haïti continue de s'aggraver, et Transparency International a fait reculer la semaine dernière le pays à la 161^e place sur 180. Mais au fil de ses 288 pages, ce rapport récemment publié par la Cour supérieure des comptes expose finalement au grand jour la réalité des préjudices subis par la population, en raison du laxisme des autorités.

Infractions aux lois sur les passations de marchés publics, fraude fiscale, contrats signés sans description des travaux ni échéancier, dépassements budgétaires sans factures explicatives... Les six gouvernements qui se sont succédés depuis 2008 ont lancé pour près de deux milliards de dollars de projets sans, le plus souvent, se soucier des principes de base de gestion.

Depuis 12 ans, Haïti bénéficie du programme Petrocaribe, mis en place à l'initiative de l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez, qui permet à plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'acquérir des produits pétroliers à un prix avantageux.

Toujours perçu comme source de gaspillage et de corruption, ce fonds a déjà donné lieu, en 2016 et 2017, à deux enquêtes sénatoriales.

Depuis l'été 2018, le mouvement citoyen "Petrocaribe Challenge" a multiplié les manifestations à travers le pays, poussant la Cour supérieure des comptes à lancer son audit.

De plus, le rapport est partiel, faute de collaboration de certaines administrations publiques : la Cour supérieure des comptes d'Haïti n'a examiné que 10% des 409 projets financés par le fonds Petrocaribe. Et son rapport jette une lumière crue sur l'implication des politiques.

Une quinzaine d'anciens ministres et hauts fonctionnaires sont épinglés. De même qu'une entreprise dirigée à l'époque par l'actuel président Jovenel Moïse, identifiée comme bénéficiaire de fonds pour un projet de construction d'une route sans signature de contrat.

La population haïtienne est doublement pénalisée : en plus de ne pas avoir profité de cette aide au développement, elle voit aujourd'hui les maigres ressources budgétaires du pays, majoritairement tirées des taxes à la consommation, allouées au remboursement de la dette Petrocaribe.

Source : AFP

Douleur et résistance : un village indigène menacé par la catastrophe minière au Brésil

2 février 2019

Antonia Alves a 88 ans, la peau burinée par le soleil et une couronne de plumes blanches et mauves autour de la tête. Elle n'a pas eu une vie facile mais jamais, comme il y a quelques jours, elle n'avait vu mourir un fleuve sous ses yeux.

C'est arrivé lorsque les tonnes de boue chargées de résidus de minerai de fer libérées par la rupture du barrage de Brumadinho, dans l'Etat brésilien du Minas Gerais (sud-est), ont atteint le fleuve Paraopeba, après avoir dévasté les environs, faisant 115 morts et 248 disparus, selon un dernier bilan provisoire.

Depuis, l'eau qui coule à Nao Xoha, village indigène de la tribu Pataxo, à 22 kilomètres du barrage, est brunâtre et dégage une forte odeur de poisson mort. "C'est très triste, car la rivière

c'est ce qui nous faisait vivre... Nous, les indigènes, vivons de la pêche, de la chasse", regrette Antonia.

"Ça sent très mauvais et l'on sort de grands poissons morts (...). Désormais, nous voilà privés de cet aliment", explique Jocélia Josi, une habitante de 46 ans.

Plus rien n'est comme avant dans ce village de 27 familles au cœur du Minas Gerais, depuis la catastrophe du 25 janvier.

Le gouvernement du Minas Gerais a prévenu que l'eau était contaminée et des ONG comme WWF estiment que les conséquences sur l'environnement se feront sentir durant des années.

On ne sait toujours pas quelles actions légales seront entreprises contre Vale, le groupe minier responsable du barrage qui a cédé.

Si l'impact sur l'environnement reste encore très difficile à évaluer, tout le monde a en tête la tragédie de Mariana en 2015, à 120 km de là. Mariana reste à ce jour la pire catastrophe environnementale au Brésil. Le barrage avait laissé s'échapper 60 millions de m³ de boue de déchets, près de cinq fois plus que celui de Brumadinho. L'écosystème n'a pas survécu.

Source : AFP

EURASIE

Le Parlement du Kosovo adopte le budget 2019, évitant une crise

3 février 2019

Le Parlement du Kosovo a approuvé le budget 2019 dimanche grâce au soutien d'un parti d'opposition au gouvernement minoritaire, deux jours après la date limite qui avait laissé l'Etat sans financement.

Les députés ont aussi voté en faveur d'une loi augmentant les salaires dans le secteur public.

Les enseignants avaient mis fin à trois semaines de grève vendredi après avoir conclu un accord à ce sujet avec le gouvernement. Les employés du secteur de l'énergie, les contrôleurs aériens et les douaniers menaçaient aussi de se mettre en grève s'ils n'obtenaient pas gain de cause.

Selon le Premier ministre, Ramush Haradinaj, le budget 2019 (2,37 milliards d'euros) est le plus important jamais adopté par la petite république des Balkans depuis qu'elle a déclaré son indépendance de la Serbie en 2008. Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à voir l'économie kosovare croître de 4,2% cette année, après 4% en 2018.

Source : Reuters

PLANETE GLOBALE

Les deux tiers des glaciers de l'Himalaya pourraient fondre d'ici à 2100 (étude)

4 février 2019

Les deux tiers des glaciers de l'Himalaya et de l'Hindou Kouch pourraient fondre d'ici à la fin du siècle si la planète restait sur la même trajectoire d'émissions de gaz à effet de serre, risquant de déstabiliser les grands fleuves d'Asie, selon une étude rendue publique lundi.

S'étendant sur 3.500 kilomètres de l'Afghanistan à la Birmanie, la région montagneuse de l'Hindou-Kouch-Himalaya (HKH) est qualifiée de "troisième pôle" par les scientifiques pour ses gigantesques réserves de glace. Celles-ci alimentent dix cours d'eau majeurs d'Asie, du Gange au Mékong, le long desquels sont structurés des bassins de populations.

Or le réchauffement climatique menace les glaciers en altitude de cette ligne montagneuse qui compte les plus hauts sommets du monde, selon une vaste étude qui a mobilisé plus 350 chercheurs et experts, dirigée par l'International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), une organisation intergouvernementale établie au Népal.

Même si les nations de la planète parvenaient à contenir le réchauffement climatique du globe à +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle d'ici à 2100, l'HKH perdrait tout de même un tiers de ses glaciers. Une fonte qui ne sera pas sans conséquences pour les 250 millions d'habitants de ces montagnes et les 1,65 milliard d'autres qui vivent dans les bassins fluviaux en aval.

"Les conséquences pour les peuples de la région, déjà l'une des régions de montagnes les plus fragiles et à risques du monde, iront d'une aggravation de la pollution de l'air à une augmentation des événements climatiques extrêmes", a mis en garde M. Wester, responsable du rapport.

Le réchauffement climatique menace la production agricole et fait peser un risque d'insécurité alimentaire, aussi bien dans les montagnes qu'en contrebas. Sécheresses plus fréquentes, augmentation du nombre des violentes précipitations et des soudaines inondations dues aux ruptures de lacs glaciaires figurent parmi les risques climatiques cités par l'étude.

Très élevée dans les plaines indo-gangétiques, la pollution atmosphérique accélère aussi la fonte des glaciers, modifie la circulation de la mousson et la distribution des pluies au-dessus de l'Asie. Les auteurs du rapport estiment qu'il sera nécessaire d'injecter dans la région de 3,2 à 4,6 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour s'adapter au changement climatique.

"Tous les pays (de l'Hindou-Kouch-Himalaya) partagent les ressources montagneuses donc il est nécessaire qu'ils travaillent ensemble pour déterminer la façon d'affronter ce problème et aussi parler d'une même voix sur la scène mondiale", a dit à l'AFP David Molden, le directeur général de l'ICIMOD.

Source : AFP